Conseil de sécurité de l'ONU : L'AES défend une position commune sur la protection des enfants en période de conflit

MALI
1964
L'information est l'oxygène des temps modernes
MARDI 30 Juin 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



New York : WANEP au cœur de la Semaine de la consolidation de la paix de l'ONU



Paix et réconciliation : Le Mali élargit son dispositif institutionnel avec la création de l'ANCP



Protection de l'enfance en période de conflit : Les capacités des forces de sécurité renforcées

Sommaire







UNE /

New York : WANEP au cœur de la Semaine de la consolidation de la paix de l'ONU — P 04

BRÈVES /

AES : Malick Diaw à Ouagadougou pour préparer la mise en place du Parlement confédéral — P 9

Sénégal : Abdou Mbow expulsé de l'Assemblée après avoir qualifié Ousmane Sonko de président « illégitime » — P 9

Développement : Des experts maliens partagent les retombées de la Global Partnership Conference de Londres — P 10

ACTUALITÉ /

Immatriculation des motos au Mali : La société civile plaide pour des tarifs sociaux et plus de transparence — P 13

Protection de l'enfance en période de conflit : Les capacités des forces de sécurité renforcées — P 15

POLITIQUE /

Paix et réconciliation : Le Mali élargit son dispositif institutionnel avec la création de l'ANCP — P 17

Conseil de sécurité de l'ONU : L'AES défend une position commune sur la protection des enfants en période de conflit — P 19

CULTURE & SOCIETÉ /

Promotion des valeurs socioculturelles : Le Corps des Danbé Kolosibaw poursuit sa mission à Ségou — P 22

INTERNATIONAL /

Sommet de l'OTAN : Une nouvelle aide militaire à l'Ukraine en discussion malgré des divergences entre alliés — P 24

Rupture diplomatique : La France regrette la décision du Burkina Faso et envisage des mesures de réciprocité — P 25

SPORT /

Coupe du monde 2026 : Le Sénégal arrache sa qualification pour les 16es de finale — P 27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur Hôpital Gabriel Touré – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

New York : WANEP au cœur de la Semaine de la consolidation de la paix de l'ONU



New York, États-Unis – Le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) prend part cette semaine à la Semaine de la Consolidation de la Paix 2026 des Nations Unies (UN Peacebuilding Week), tenue à New York, en tant que membre du Core Group du Dialogue ONU–Société civile sur la consolidation de la paix.

À travers cette participation stratégique, WANEP contribue activement aux discussions mondiales sur la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la sécurité humaine. L'organisation régionale y porte la voix des communautés, des organisations de la société civile et des acteurs de paix d'Afrique de l'Ouest, dans un contexte international marqué par des défis sécuritaires persistants.

Selon les représentants du réseau, cette présence à New York vise à renforcer l'idée selon laquelle les expériences locales doivent davantage alimenter les politiques et mécanismes internationaux de prévention des conflits. Une approche jugée essentielle pour construire des réponses plus inclusives, durables et adaptées aux réalités des populations affectées par l'insécurité.

Dans cette dynamique, WANEP-Mali s'illustre particulièrement au sein du réseau régional. À l'occasion du PRAPS 2026, tenu



les 19 et 20 juin à Safari Valley, au Ghana, les résultats du WANEP Organisational Development Index (WODI 2025) ont été présentés aux 15 réseaux nationaux ainsi qu'au Bureau régional.

Le WODI constitue un outil central d'évaluation de la performance institutionnelle du réseau. Il mesure plusieurs indicateurs clés, notamment la gouvernance, la gestion organisationnelle, la redevabilité, la durabilité institutionnelle et la capacité d'impact des différents bureaux nationaux.

Les résultats de cette édition placent WANEP-Mali à la deuxième place des réseaux nationaux les plus performants, avec un score remarquable de 92,33/100, en progression par rapport à 2024 où il avait obtenu 90,96/100. Cette amélioration de +1,37 point confirme la dynamique positive engagée au sein du bureau malien.

Cette performance est attribuée aux efforts conjoints de l'équipe technique, du Conseil d'administration, des membres du réseau ainsi que des partenaires techniques et financiers, engagés dans le renforcement de la gouvernance et de l'efficacité organisationnelle.

Elle reflète également la mission portée avec engagement par Monsieur Mahamady Togola, dont le leadership est salué au sein du réseau pour son rôle dans la consolidation des acquis institutionnels, l'amélioration de la redevabilité et le renforcement de l'impact des interventions de WANEP-Mali. Sous son impulsion, le réseau s'est engagé dans une dynamique d'innovation, de professionnalisation et de proximité accrue avec les communautés bénéficiaires.



Au classement général, WANEP-Togo occupe la première place des réseaux nationaux, suivi de WANEP-Mali en deuxième position, tandis que WANEP-Sénégal complète le podium en troisième position.

Au-delà de la compétition institutionnelle, ces résultats traduisent une volonté collective de renforcer l'efficacité des actions de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Pour WANEP, cette reconnaissance internationale et régionale constitue non seulement un motif de satisfaction, mais surtout un engagement renouvelé à poursuivre les efforts en faveur de la paix, de la sécurité humaine et du développement durable.

En participant activement aux discussions de l'ONU à New York, WANEP confirme ainsi son rôle de passerelle entre les réalités locales et les mécanismes globaux de consolidation de la paix, tout en réaffirmant son ambition de contribuer durablement à la stabilité en Afrique de l'Ouest.

Moctar Sow

- Senegal7

Le Président de la République Bassirou Diomaye Diakhar Faye a informé l'Assemblée nationale de son intention de soumettre la révision constitutionnelle à un référendum. L'annonce a été faite par le ministre de la Justice, Moussa Sarr, lors de la séance consacrée au projet de loi portant révision de la Constitution



- Diakité Modibo

Moussa Mara puisse Allah te venir en aide, et vous faire sortir dans les ennuis. Tu es cas même une fierté

- Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Son Excellence Monsieur Seydou COULIBALY, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali près la République du Burundi, avec résidence à Luanda, a présenté, le jeudi 25 juin 2026, ses Lettres de créance à Son Excellence Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi.

Lors l'audience qui lui a été accordée à la suite de la cérémonie protocolaire, l'Ambassadeur COULIBALY a transmis au Président burundais, les chaleureuses et fraternelles salutations de Son Excellence Le Général d'Armée Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État. Il a saisi cette occasion pour présenter la situation actuelle du Mali et celle de la sous-région, marquées par des efforts importants de nos plus hautes Autorités dans la lutte contre le terrorisme et la promotion du développement durable, tant au niveau national qu'à l'échelle confédérale. Il a, en outre, réaffirmé sa disponibilité et son engagement à contribuer au raffermissement de la coopération bilatérale, tout en insistant sur le renforcement des échanges de visites politiques de haut niveau.

Dans cette perspective, les deux personnalités ont mis l'accent sur le développement des relations d'amitié et la diversification des domaines de coopération bilatérale, dans un esprit de solidarité africaine, de fraternité et d'intérêt mutuel. Au regard des défis multiformes communs, le Diplomate malien a insisté sur l'accompagnement du Président burundais dans le renforcement du dialogue politique constructif en faveur de la coopération régionale, en sa double qualité de Président en exercice de l'Union Africaine et d'Envoyé Spécial pour le Sahel.

Réaffirmant sa solidarité et son soutien à notre pays, suite aux attaques terroristes du 25 avril 2026, le Chef d'État burundais a salué les efforts et les sacrifices importants consentis par les Autorités du Mali et de la Confédération des États du Sahel dans la lutte contre le terrorisme, et renouvelé son soutien et son accompagnement à leur vision de paix, de sécurité et de stabilisation de la sous-région.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



- Leral.net

Réforme constitutionnelle : Bassirou Diomaye Faye choisit la voie du référendum

Le président de la République a décidé de soumettre au référendum le projet de révision constitutionnelle, a annoncé le ministre de la Justice, Me Moussa Sarr, devant l'Assemblée nationale.

Le chef de l'État formule également plusieurs réserves sur certains amendements, notamment ceux relatifs au rôle du président, aux pouvoirs des institutions, à la future Cour constitutionnelle et à la déclaration de patrimoine.



- Mali Actu

Emploi et Éducation : le Collectif des Sortants de l'#ENSup ne comprend pas le quota presque dérisoire !

C'est officiel, les enseignants détenteurs de #Master de l'ENSup expriment leur préoccupation face au faible #quota pour le concours des collectivités territoriales.

A travers un communiqué officiel, ce Collectif attire l'attention des plus hautes autorités du Mali sur la question de recrutement des #enseignants qui, selon lui, le besoin d' enseignants qualifiés est énorme.

Pour ce faire, il invite les autorités à revoir le quota en recrutant beaucoup d'enseignant pour combler le vide dans les écoles.

Que pensez-vous du quota du recrutement des enseignants ici des #collectivités territoriales 2025.



Collectif des Sortants de l'ENSup Détenteurs de Master

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

COMMUNIQUÉ OFFICIEL N°2026/04_CSM-ENSup RELATIF AU COMMUNIQUÉ N°2026_000050/MATD-SG DU 5 JUIN 2026

Le Collectif des Sortants de l'École Normale Supérieure Détenteurs de Master (ENSup), réuni ce jour en session extraordinaire pour analyser la situation socio-éducative du pays et examiner les modalités du concours de recrutement d'enseignants dans la fonction publique des collectivités, prend note du communiqué N°2026_000050/MATD-SG du 5 juin 2026 du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation.

Le Collectif constate avec regret que les quotas actuellement fixés pour le concours ne reflètent absolument pas les besoins réels en personnel enseignant sur le terrain. Il exprime donc ses vives préoccupations face à ces quotas dérisoires.

Le Collectif tient à attirer l'attention des autorités compétentes, des partenaires de l'école et de l'opinion publique sur l'urgence de recrutement massif d'enseignants, gage d'une éducation de qualité.

Il est indéniable qu'une formation de qualité et de bons résultats scolaires passent nécessairement par l'emploi de professionnels formés à cet effet. C'est pourquoi le Collectif préconise un recrutement massif des sortants des écoles de formation d'enseignants (IFM, ENSup, ENETP...) qui constituent un vivier de compétences prêtes à relever les défis du système éducatif national.

La pénurie d'enseignants qualifiés a des conséquences dramatiques immédiates. À titre d'exemple, plusieurs lycées publics du pays se voient aujourd'hui obligés de fermer purement et simplement certaines filières d'enseignement, privant ainsi des milliers de jeunes Maliens de leur droit à une éducation diversifiée et complète.

le Collectif, soucieux de l'avenir de la nation, propose le recrutement exceptionnel d'enseignants pour combler le déficit du personnel. Pour ce faire, la modification du communiqué ci-visé est d'une impérieuse nécessité.

Enfin, le Collectif réaffirme son engagement patriotique pour l'épanouissement de l'école malienne et reste mobilisé pour la défense des droits de ses membres.

Fait à Bamako, le 29 juin 2026

Pour le Bureau Exécutif National



- Seneweb.com

L'évacuation forcée du député Abdou Mbow de l'hémicycle n'a pas seulement provoqué le départ des députés du groupe parlementaire Takku Wallu Sénégal et de plusieurs non-inscrits.



AES : Malick Diaw à Ouagadougou pour préparer la mise en place du Parlement confédéral



Le président du Conseil national de Transition (CNT) du Mali, le Général Malick Diaw, est arrivé ce samedi 27 juin 2026 à Ouagadoug'hui, au Burkina Faso, où il prendra part à une importante rencontre de travail consacrée à la mise en place du futur Parlement de la Confédération des États du Sahel (AES).

Prévue les 29 et 30 juin dans la capitale burkinabè, cette réunion rassemblera les présidents des organes législatifs des États membres de la Confédération. Les échanges porteront principalement sur les modalités de fonctionnement, l'organisation institutionnelle ainsi que les mécanismes de coopération du futur Parlement confédéral.

Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de renforcement de l'intégration politique et institutionnelle engagée par les trois pays fondateurs de l'AES – le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Elle marque une nouvelle étape dans la construction des organes de gouvernance de la Confédération, créée dans le but de consolider la solidarité entre les États membres et de renforcer leur souveraineté.

Le futur Parlement confédéral est appelé à jouer un rôle central dans l'harmonisation des politiques communes, l'accompagnement des réformes institutionnelles et le suivi de la mise en œuvre des décisions prises au niveau des chefs d'État de la Confédération. Sa création devrait également contribuer à renforcer la coopération législative entre les pays membres, en favorisant un cadre de concertation permanent sur les grands enjeux politiques, économiques, sécuritaires et sociaux.

La participation du président du CNT du Mali à cette rencontre témoigne de l'engagement des autorités maliennes à accompagner le processus de structuration des institutions de l'AES. Les conclusions des travaux de Ouagadougou sont attendues avec intérêt, alors que la Confédération poursuit la mise en place de ses principaux organes afin de concrétiser son ambition d'une intégration plus poussée entre les États du Sahel.

Fatou Sissoko

Sénégal : Abdou Mbow expulsé de l'Assemblée après avoir qualifié Ousmane Sonko de président « illégitime »



Une vive tension a marqué les débats à l'Assemblée nationale du Sénégal ce lundi 29 juin 2026, lors de l'examen du projet de révision constitutionnelle. Le député de la coalition d'opposition Takku Wallu Sénégal, Abdou Mbow, a été expulsé de l'hémicycle après des propos ayant suscité une forte réaction de la majorité parlementaire.

Prenant la parole au cours des échanges, le parlementaire a vivement critiqué le projet de réforme, estimant qu'il modifierait en profondeur l'équilibre des institutions sénégalaises. Selon lui, les changements proposés entraîneraient un transfert

significatif du pouvoir politique du président de la République vers une majorité parlementaire.

« Les réformes qui nous sont proposées aujourd'hui conduiraient à un profond déplacement du centre de gravité de nos institutions. Elles auraient pour effet de transférer une part essentielle de l'autorité politique issue de l'élection présidentielle vers une majorité parlementaire, avec à sa tête un président illégitime », a déclaré Abdou Mbow devant les députés.

C'est la qualification d'« illégitime » attribuée à Ousmane Sonko qui a provoqué une vive agitation dans l'hémicycle. Les propos du député de l'opposition ont immédiatement suscité de nombreuses protestations de la part des élus de la majorité, interrompant le déroulement des débats.

Face à l'escalade des tensions et au désordre qui s'en est suivi, la présidence de séance a décidé de faire expulser Abdou Mbow de l'Assemblée afin de rétablir le calme et permettre la poursuite de l'examen du texte.

Cet incident illustre le climat politique particulièrement tendu qui entoure le projet de révision constitutionnelle au Sénégal. Alors que le gouvernement défend une réforme destinée, selon lui, à moderniser le fonctionnement des institutions, l'opposition dénonce un texte susceptible de modifier en profondeur l'équilibre des pouvoirs au sein de l'État. Les débats devraient se poursuivre dans un contexte marqué par une forte polarisation politique.

Arouna Sidibé

Développement : Des experts maliens partagent les retombées de la Global Partnership Conference de Londres

De retour de la Global Partnership Conference, organisée les 19 et 20 mai 2026 à Londres, Maimouna Dioncouda Dembélé et le Dr Bougouna Sogoba ont partagé les enseignements de leur participation lors d'un déjeuner d'échanges avec l'ambassadeur du Royaume-Uni au Mali, Angus McKee, et la cheffe de coopération, Jessica Purdie.

Cette rencontre a permis aux deux experts maliens de revenir sur les objectifs de leur mission et les perspectives ouvertes à l'issue de cette conférence internationale consacrée au développement et aux partenariats. Ils ont expliqué que leur participation répondait à une ambition claire : établir des contacts avec des partenaires techniques et financiers engagés au Sahel et obtenir des engagements concrets en faveur de projets co-construits, élaborés avec et pour les communautés locales.

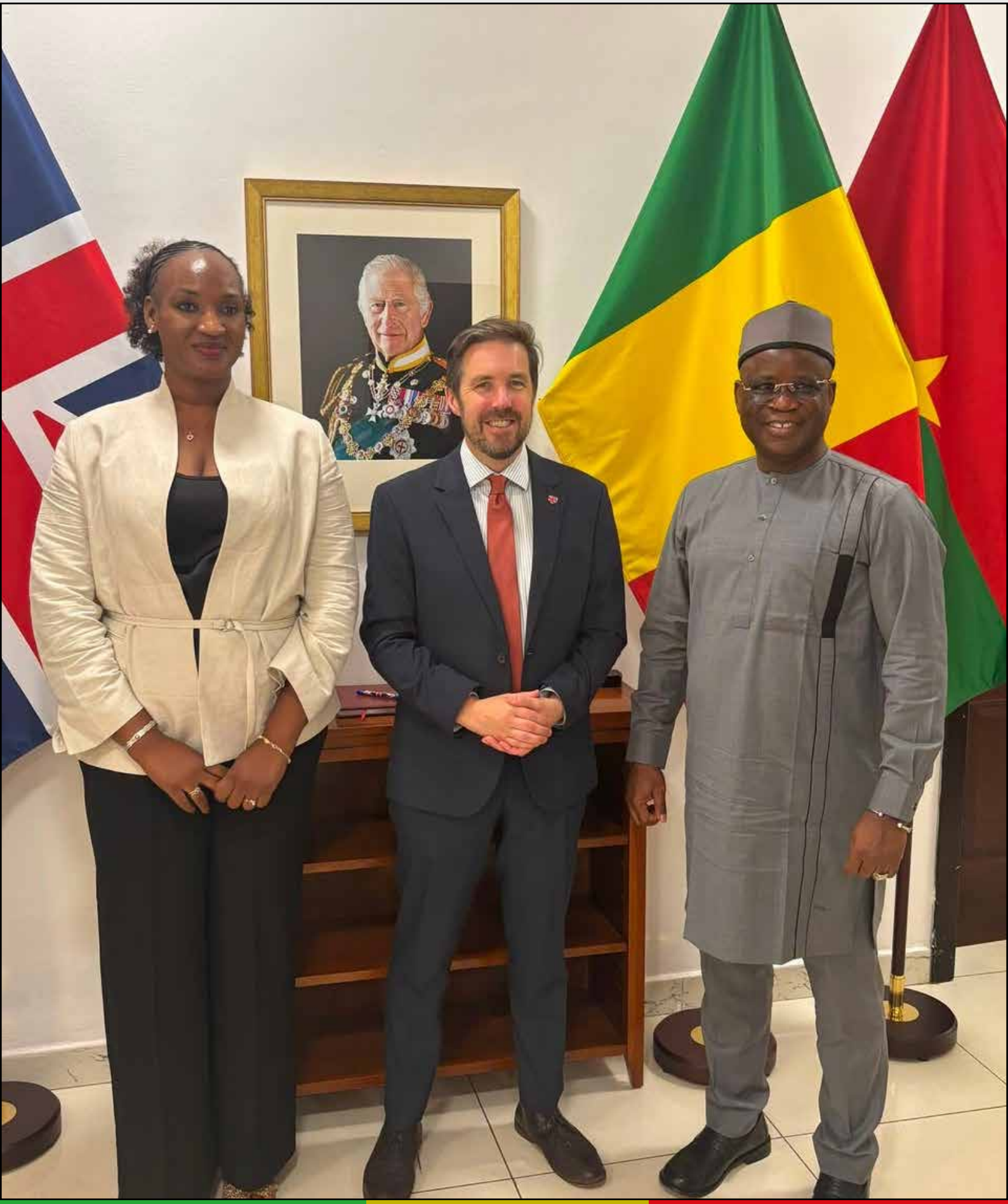
Selon eux, cette plateforme d'échanges a offert une occasion privilégiée de porter la voix du Mali et de mettre en avant les priorités nationales dans les débats internationaux sur le développement.

Les deux intervenants ont souligné que leur expérience a confirmé une conviction essentielle : l'efficacité des politiques de développement repose avant tout sur un leadership local fort et une meilleure appropriation nationale des priorités. Ils ont plaidé pour la mise en place de partenariats plus équilibrés, tout en appelant à faciliter l'accès direct des organisations et acteurs maliens aux financements internationaux, afin de réduire le recours aux intermédiaires et d'améliorer l'impact des interventions.

Maimouna Dioncouda Dembélé et le Dr Bougouna Sogoba ont également insisté sur l'importance stratégique des données, de la recherche scientifique, de l'innovation et des nouvelles technologies pour élaborer des politiques publiques adaptées aux réalités du terrain. Ils ont enfin rappelé que l'investissement dans la jeunesse, l'autonomisation des femmes et la promotion d'un développement inclusif constituent des leviers incontournables pour bâtir un avenir durable.

Cette participation à la Global Partnership Conference ouvre ainsi de nouvelles perspectives de coopération, fondées sur la confiance, la co-création et la recherche de solutions durables au bénéfice des populations maliennes.

Fatou Sissoko



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Immatriculation des motos au Mali : La société civile plaide pour des tarifs sociaux et plus de transparence



À la suite de la décision du ministère des Transports et des Infrastructures (MTI) de rendre obligatoire l'immatriculation des engins motorisés à deux et trois roues, le Forum des Organisations de la Société Civile du District de Bamako (FOSC-DB) est monté au créneau. Tout en saluant cette initiative motivée par des impératifs de sécurité, l'organisation formule plusieurs recommandations visant à rendre la mesure plus équitable, accessible et transparente.

Dans un communiqué publié il y a quelques semaines, le ministère des Transports et des Infrastructures a rappelé que de nombreux engins motorisés circulent encore sur la voie publique sans plaque d'immatriculation. Face à cette situation, et « compte tenu des impératifs sécuritaires actuels », le département a invité tous les propriétaires de motos et de tricycles à se conformer à la réglementation en vigueur en procédant à leur identification. Une opération spéciale d'immatriculation a ainsi été lancée le lundi 15 juin.

Le Forum des Organisations de la Société Civile du District de Bamako dit prendre acte de cette décision, qu'il considère comme une mesure pouvant contribuer au renforcement de la sécurité publique. Toutefois, dans un communiqué publié dès le 11 juin, le FOSC-DB a attiré l'attention des autorités sur plusieurs préoccupations relatives à sa mise en œuvre.

La principale revendication du Forum porte sur le coût de l'immatriculation. Selon lui, cette opération ne doit pas constituer un fardeau financier supplémentaire pour les populations, particulièrement dans



un contexte économique difficile. L'organisation propose ainsi un plafonnement des frais à 7 500 FCFA maximum pour les motos à usage personnel, notamment les motos de type Djakarta et assimilées. Pour les motos destinées au transport public, telles que les Telimani, Katakatani et autres engins similaires, le Forum suggère un plafond de 15 000 FCFA.

Pour le FOSC-DB, ces montants représentent « un compromis réaliste entre les exigences de l'État et la capacité contributive des citoyens », permettant d'atteindre les objectifs de la réforme sans pénaliser les usagers.

Au-delà de l'aspect financier, la société civile recommande une modernisation du processus d'immatriculation. Elle préconise la mise en place d'un système de paiement électronique, à travers le mobile money ou d'autres plateformes digitales sécurisées. Une telle solution permettrait, selon elle, de réduire les longues files d'attente dans les centres d'immatriculation, de limiter les attroupements et de lutter contre les risques de corruption, de favoritisme et d'autres pratiques illicites. Le recours au paiement numérique garantirait également une meilleure traçabilité des transactions et faciliterait les démarches administratives des citoyens.

Enfin, le Forum appelle les autorités à inscrire cette opération dans une logique d'équité. Dans un souci de « justice et d'exemplarité républicaine », il demande que l'immatriculation soit progressivement étendue à l'ensemble des véhicules civils, mais également aux engins utilisés par les porteurs d'uniforme, afin que la réglementation s'applique de manière uniforme à tous les usagers de la route.

À travers ces propositions, le FOSC-DB se dit favorable à la réussite de l'opération engagée par le gouvernement, tout en plaidant pour une mise en œuvre qui concilie impératifs sécuritaires, justice sociale et bonne gouvernance. L'organisation estime qu'un dialogue entre les autorités et les acteurs de la société civile permettrait d'aboutir à une réforme mieux acceptée et plus efficace au service de l'intérêt général.

Karamoko B Keita

Protection de l'enfance en période de conflit : Les capacités des forces de sécurité renforcées



Dans un contexte marqué par la persistance des défis sécuritaires et humanitaires, une session de formation consacrée à la protection des enfants en période de conflit a permis de renforcer les compétences des forces de sécurité et des acteurs intervenant dans ce domaine sensible. L'initiative vise à mieux préparer les professionnels à répondre aux besoins spécifiques des enfants affectés par les crises armées, tout en veillant au respect des normes nationales et internationales en matière de protection de l'enfance.

Cette formation avait pour principal objectif de doter les participants des connaissances et des outils nécessaires pour intervenir efficacement auprès des enfants exposés aux conséquences des conflits. Les modules dispensés ont porté sur les principes fondamentaux de la protection de l'enfance, les cadres juridiques nationaux et internationaux applicables, les procédures adaptées aux enfants ainsi que les mécanismes de gestion des situations à risque.

Face à la vulnérabilité accrue des enfants dans les zones de conflit, les organisateurs ont insisté sur l'importance d'une prise en charge respectueuse de leurs droits, conforme aux exigences du droit international humanitaire et des conventions relatives à la protection des mineurs. Les participants ont ainsi été sensibilisés aux bonnes pratiques à adopter lors des interventions sur le terrain, notamment en matière d'identification, d'écoute, d'orientation et de protection des enfants victimes ou témoins de violences.

Au-delà des enseignements théoriques, la formation a privilégié une approche pratique afin de permettre aux participants de mieux appréhender les réalités auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice de leurs missions. Des études de cas inspirées de situations réelles



ainsi que des exercices de simulation ont été organisés pour mettre en application les connaissances acquises et renforcer les capacités de réaction face à des situations complexes.

L'encadrement pédagogique a bénéficié de l'expertise de magistrats spécialisés, qui ont apporté leur éclairage sur les aspects juridiques liés à la protection de l'enfance, notamment en ce qui concerne les procédures judiciaires impliquant des mineurs. Leur contribution a permis de rappeler les responsabilités des différents acteurs et l'importance du respect des garanties procédurales destinées aux enfants.

Cette initiative a également bénéficié de l'accompagnement de la mission EUCAP Sahel Mali, qui poursuit son appui au renforcement des capacités des institutions maliennes dans les domaines de la sécurité et de l'État de droit. À travers son soutien technique, la mission contribue à promouvoir des pratiques professionnelles respectueuses des droits humains, en particulier dans les interventions concernant les populations les plus vulnérables.

En renforçant les compétences des forces de sécurité et des acteurs concernés, cette formation s'inscrit dans une démarche plus large visant à améliorer la protection des enfants en période de conflit. Elle témoigne de la volonté des autorités et de leurs partenaires de faire de la protection de l'enfance une priorité, en développant des réponses adaptées aux défis sécuritaires tout en plaçant les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant au cœur des interventions.

Yacouba Ongoiba

Paix et réconciliation : Le Mali élargit son dispositif institutionnel avec la création de l'ANCP



Le gouvernement malien franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion nationale. Sous l'impulsion du Premier ministre, le Général de division Abdoulaye Maïga, les autorités de la Transition ont décidé de créer l'Agence nationale pour la Consolidation de la Paix (ANCP), une nouvelle structure appelée à jouer un rôle central dans la prévention des conflits et la promotion du vivre-ensemble sur l'ensemble du territoire national.

Cette décision marque une évolution majeure de l'architecture institutionnelle dédiée à la paix. La nouvelle agence remplace et restructure l'ancienne Agence de Développement du Nord du Mali, dont les interventions étaient essentiellement concentrées sur les régions septentrionales. Avec cette réforme, le champ d'action est considérablement élargi afin de prendre en compte toutes les zones fragiles du pays, dans une approche nationale de la consolidation de la paix.

À travers cette nouvelle orientation, les autorités entendent adapter les mécanismes de prévention et de gestion des conflits aux réalités actuelles du Mali. L'Agence nationale pour la Consolidation de la Paix aura notamment pour mission d'accompagner les initiatives locales de réconciliation, de soutenir les efforts de dialogue entre les communautés, de renforcer la cohésion sociale et de contribuer à la prévention des tensions susceptibles de fragiliser la stabilité du pays.

La création de cette structure s'inscrit dans la vision stratégique



portée par le Premier ministre Abdoulaye Maïga, qui place le retour de la paix durable, le renforcement de l'unité nationale et la restauration de l'autorité de l'État parmi les priorités de l'action gouvernementale. Depuis son arrivée à la Primature, le chef du gouvernement multiplie les réformes visant à doter l'État d'institutions plus adaptées aux nouveaux défis sécuritaires, politiques et sociaux auxquels le Mali est confronté.

Dans cette dynamique, le gouvernement privilégie une approche globale qui associe sécurité, développement et dialogue comme piliers complémentaires d'une paix durable. La transformation de l'ancienne Agence de Développement du Nord en une structure à vocation nationale traduit cette volonté d'apporter des réponses plus inclusives aux différentes formes de fragilité observées sur le territoire.

Au-delà de sa portée institutionnelle, cette réforme témoigne également d'une volonté de rapprocher les politiques publiques des réalités locales. En soutenant les initiatives communautaires et en encourageant les mécanismes de prévention des conflits, la nouvelle agence devra contribuer à renforcer la confiance entre les populations et les institutions publiques.

Avec la création de l'Agence nationale pour la Consolidation de la Paix, le gouvernement dirigé par le Général de division Abdoulaye Maïga affirme ainsi son ambition de doter le Mali d'un instrument stratégique capable d'accompagner durablement les efforts de réconciliation nationale. Cette initiative s'inscrit dans la vision des autorités de la Transition visant à bâtir un État plus résilient, où la paix, la cohésion sociale et le vivre-ensemble constituent les fondements d'un développement durable et d'une stabilité retrouvée.

Arouna Sidibé

Conseil de sécurité de l'ONU : L'AES défend une position commune sur la protection des enfants en période de conflit



La Confédération des États du Sahel (AES) a fait entendre une voix commune au Conseil de sécurité des Nations Unies à l'occasion de la présentation du rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU sur les enfants et les conflits armés. Représentée par Saïdou Zongo, ambassadeur et représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations Unies, l'alliance regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger a réaffirmé son engagement en faveur de la protection de l'enfance, tout en formulant de vives critiques à l'égard de certains mécanismes internationaux d'évaluation de la situation sécuritaire au Sahel.

Intervenant lors du débat public consacré au sort des enfants en temps de conflit armé, le diplomate burkinabè a déclaré que la protection des enfants constitue, pour les États membres de l'AES, « un impératif moral absolu », placé au cœur des politiques nationales de refondation et des valeurs portées par la Confédération.

Dans sa déclaration, l'AES a estimé que la vulnérabilité des enfants dans l'espace sahélien résulte principalement des actions des groupes armés terroristes opérant dans la région. L'alliance a notamment cité le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), qu'elle accuse de recourir au recrutement forcé de mineurs, à leur endoctrinement idéologique ainsi qu'à leur utilisation comme boucliers humains.

La Confédération a également dénoncé les attaques visant les infrastructures éducatives, évoquant des incendies d'écoles, des menaces contre les enseignants et l'utilisation d'engins explosifs improvisés à proximité des établissements scolaires. Selon la déclaration, les forces de défense



et de sécurité de la Force unifiée de l'AES considèrent systématiquement les enfants associés aux groupes armés comme des victimes et mènent leurs opérations dans le respect du droit international humanitaire.

Face à cette situation, l'AES affirme avoir adopté une stratégie globale combinant les opérations de sécurisation avec des programmes de reconstruction sociale financés sur ressources nationales. Les autorités des trois pays indiquent avoir sécurisé et rouvert plusieurs milliers d'établissements scolaires tout en développant des dispositifs d'éducation d'urgence, notamment par le biais de la radio et des plateformes numériques, afin d'assurer la continuité de l'enseignement pour les enfants déplacés.

Sur le plan institutionnel, la Confédération souligne que ses États membres ont renforcé leurs dispositifs juridiques afin d'interdire l'utilisation des écoles à des fins militaires et de criminaliser l'enrôlement des mineurs dans les groupes armés. Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) ont également été adaptés afin de privilégier un accompagnement psychosocial et une réintégration communautaire conforme aux réalités locales.

Au-delà de ces engagements, l'intervention de Saïdou Zongo a été marquée par des réserves concernant le rapport présenté au Conseil de sécurité. Au nom de l'AES, il a estimé que la méthodologie employée dans certains mécanismes de collecte des données manque d'objectivité et tend à établir une équivalence entre les forces armées nationales et les groupes terroristes. La Confédération a ainsi appelé les Nations Unies à adopter une approche qu'elle juge plus équilibrée et respectueuse des efforts consentis par les États sahéliens dans la lutte contre le terrorisme.

l'AES a réaffirmé sa disponibilité à poursuivre sa coopération avec les Nations Unies, notamment avec le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés. Toutefois, l'alliance a précisé que cette coopération devra s'exercer dans le respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et du principe de non-ingérence. La Confédération a enfin réitéré son ambition de construire un espace sahélien stable et prospère, où la protection de la jeunesse demeure une priorité au service d'une paix durable.

Arouna Sidibé

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

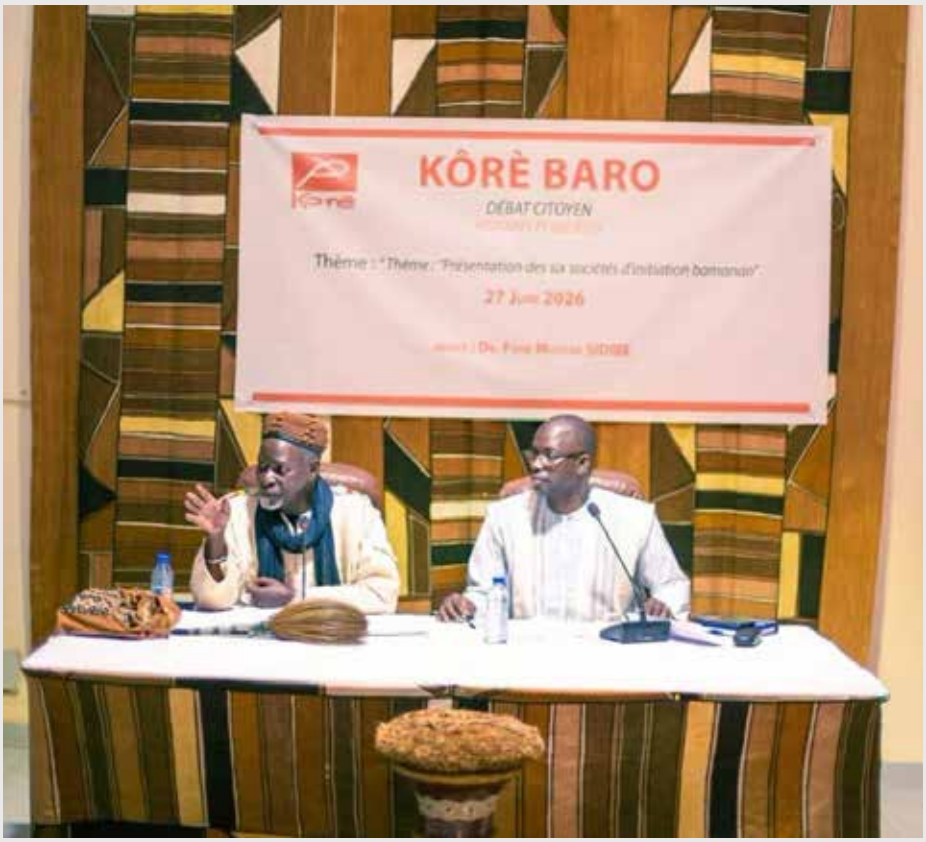
Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Promotion des valeurs socioculturelles : Le Corps des Danbé Kolosibaw poursuit sa mission à Ségou



Quelques jours après le lancement officiel du Corps des Danbé Kolosibaw à Bamako, les activités de sauvegarde, de promotion et de transmission des valeurs socioculturelles maliennes se poursuivent à l'intérieur du pays. La ville de Ségou a accueilli une importante conférence organisée dans le cadre du Kôrè Baro, au Centre Culturel Kôrè.

Animée par le Dr Fodé Moussa Sidibé, membre du Comité de mise en place des Danbé Kolosibaw, cette rencontre a porté sur le thème : « Présentation des six sociétés d'initiation Bamanan ». L'objectif était de mieux faire connaître ces institutions traditionnelles, considérées comme des piliers de l'éducation, de la transmission des savoirs et de la préservation de l'identité culturelle bamanan.

Au cours de son intervention, le conférencier a présenté les concepts fondamentaux, les principes d'organisation ainsi que les différentes classes qui composent les six sociétés d'initiation. Il a également mis en lumière leur rôle dans la formation de l'individu, en insistant sur les valeurs qu'elles véhiculent, notamment le respect, la discipline, la responsabilité, la solidarité et le sens du bien commun.

Ce cadre d'échanges a offert aux participants une meilleure compréhension des mécanismes traditionnels d'éducation qui ont longtemps contribué à façonner les comportements au sein des communautés bamanan. Les discussions ont permis d'approfondir les connaissances sur ces institutions ancestrales et de souligner leur importance dans la construction de la personnalité et la cohésion sociale.

À travers cette initiative, le Corps des Danbé Kolosibaw poursuit son ambition de rapprocher les jeunes générations de leur patrimoine culturel et de favoriser la transmission intergénérationnelle des valeurs socioculturelles. En multipliant les conférences, les rencontres et les espaces de dialogue dans les différentes régions du pays, le comité entend contribuer à la préservation des savoirs endogènes et au renforcement du vivre-ensemble.

Cette étape de Ségou confirme ainsi la volonté des initiateurs du Corps des Danbé Kolosibaw d'inscrire durablement la promotion des valeurs traditionnelles au cœur des actions de sensibilisation et de consolidation de l'identité culturelle nationale.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sommet de l'OTAN : Une nouvelle aide militaire à l'Ukraine en discussion malgré des divergences entre alliés



Les pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) poursuivent leurs discussions sur un renforcement de leur soutien à l'Ukraine à l'occasion du sommet de l'Alliance. Selon des informations rapportées par Politico, les diplomates travaillent toujours sur le projet de déclaration finale, qui pourrait prévoir une importante enveloppe d'aide militaire en faveur de Kiev.

D'après le média, le texte en préparation évoque une assistance militaire de 70 milliards d'euros pour l'année en cours, ainsi qu'un montant au moins équivalent pour l'année suivante. Les États-Unis ne participeraient pas directement au financement de cette enveloppe, Washington étant appelé à conserver principalement son rôle de fournisseur d'équipements militaires, tandis que les pays européens assumeraient l'essentiel de l'effort financier.

Au-delà du soutien à l'Ukraine, le sommet devrait mettre l'accent sur le renforcement des capacités de défense de l'Alliance. Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, souhaite notamment faire de l'industrie de défense l'un des principaux axes des discussions, avec pour objectif d'accélérer la production d'armements et de développer de nouveaux contrats dans le secteur.

Le projet de déclaration prévoirait également une augmentation des investissements européens dans des domaines jugés prioritaires, notamment la défense aérienne, les drones et les capacités de frappe à longue portée. Les alliés devraient par ailleurs réaffirmer leur attachement au principe de défense collective inscrit dans l'article 5 du traité de l'OTAN et maintenir leur position selon laquelle la Russie constitue une menace pour la sécurité de l'Alliance.

Toutefois, plusieurs questions restent en suspens, notamment la répartition des contributions financières entre les États membres. Le Premier ministre slovaque, Robert Fico, a déjà indiqué que son pays ne financerait pas de nouvelles livraisons d'armes à l'Ukraine, tout en poursuivant son assistance humanitaire. De son côté, l'eurodéputé italien Danilo Della Valle estime que cette orientation traduit une militarisation croissante de l'Europe, au détriment, selon lui, des priorités sociales et des efforts diplomatiques.

Les négociations se poursuivent entre les alliés afin de parvenir à un consensus avant l'adoption de la déclaration finale du sommet.

Arouna Sidibé

Rupture diplomatique : La France regrette la décision du Burkina Faso et envisage des mesures de réciprocité



La France a officiellement réagi à la décision des autorités burkinabè de rompre unilatéralement les relations diplomatiques entre les deux pays. Dans une déclaration rendue publique par le porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Paris indique « prendre acte » de cette décision, tout en exprimant ses regrets face à une mesure qu'elle juge « hostile et sans fondement ».

Selon les autorités françaises, cette rupture traduit une « dérive préoccupante » des autorités burkinabè dans leurs relations avec la France. Le ministère précise que plusieurs mesures de réciprocité sont actuellement à l'étude, sans toutefois en détailler la nature ni le calendrier de leur éventuelle mise en œuvre.

Malgré cette nouvelle crise diplomatique, Paris affirme maintenir sa solidarité envers le peuple burkinabè. Les autorités françaises ont rappelé les liens historiques, culturels et humains qui unissent les deux nations, soulignant leur volonté de préserver ces relations entre les populations en dépit des tensions entre les gouvernements.

La France a également indiqué suivre avec une attention particulière la situation de ses représentants et de ses ressortissants présents au Burkina Faso. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a assuré qu'il demeurait pleinement mobilisé pour garantir la sécurité des agents français en poste ainsi que de la communauté française résidant dans le pays.

Dans ce contexte, les autorités françaises ont appelé leurs ressortissants à faire preuve d'une vigilance renforcée face à l'évolution de la situation.

Cette réaction intervient au lendemain de l'annonce par Ouagadougou de la rupture de ses relations diplomatiques avec Paris, une décision qui marque un nouveau tournant dans les rapports entre les deux États. Depuis plusieurs années, les relations franco-burkinabè connaissent une dégradation progressive, sur fond de divergences politiques, diplomatiques et sécuritaires. Cette nouvelle étape ouvre une période d'incertitude quant à l'avenir de la coopération entre les deux pays et aux conséquences que cette rupture pourrait avoir sur leurs relations bilatérales.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Coupe du monde 2026 : Le Sénégal arrache sa qualification pour les 16es de finale



Grâce aux derniers résultats de la phase de groupes, le Sénégal a validé dans la nuit de vendredi à samedi son billet pour les 16es de finale de la Coupe du monde 2026. Une qualification obtenue dans la catégorie des meilleurs troisièmes, au terme d'un scénario favorable combinant performance sur le terrain et résultats des autres rencontres.

Les hommes de Pape Thiaw ont d'abord dû relancer leur parcours après un début de tournoi difficile marqué par deux défaites consécutives. Dos au mur, les Lions de la Teranga ont répondu de manière éclatante lors de leur dernière sortie face à l'Irak, en s'imposant sur le score sans appel de 5 buts à 0. Une victoire convaincante qui leur a permis de terminer troisièmes du groupe I avec 3 points et une différence de buts positive de +2.

Cependant, ce succès ne garantissait pas à lui seul la qualification. Le Sénégal est resté suspendu aux résultats des autres groupes, dans l'attente du classement final des meilleurs troisièmes. Le match nul (1-1) entre l'Iran et l'Égypte s'est finalement révélé décisif, bloquant l'évolution des Égyptiens et ouvrant la voie aux Sénégalais. Dans le même temps, la victoire de l'Espagne face à l'Uruguay a contribué à éliminer une concurrence indirecte venue d'autres groupes.

Ces différents résultats ont permis au Sénégal de figurer parmi les équipes repêchées pour la phase à élimination directe, confirmant ainsi la solidité de son classement final malgré un début de compétition compliqué.

L'identité de l'adversaire des Lions en 16es de finale reste encore à déterminer, en attendant la fin complète de la phase de groupes. Le Sénégal pourrait croiser la Belgique, ou encore le vainqueur du groupe K ou du groupe L, selon le déroulement des dernières rencontres.

Avec cette qualification, le Sénégal poursuit son histoire en Coupe du monde. Il s'agit de la troisième participation du pays à une phase à élimination directe, après les parcours historiques de 2002, marqué par une qualification en quarts de finale, et de 2022, où les Lions avaient atteint les huitièmes de finale. Une nouvelle étape qui entretient les ambitions d'un groupe désormais tourné vers la suite de la compétition.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com